

Master | Contrat d'apprentissage |
RNCP 38158

Master Droit - Parcours Droit du Plaidoyer et Affaires Publiques (M_299_DPAP)

PRÉSENTATION

► Présentation de la formation

Le parcours Droit du plaidoyer et affaires publiques forme des spécialistes disposant de compétences complémentaires dans la compréhension des politiques publiques, la représentation des intérêts et la communication publique. La formation propose de confronter des étudiants à des praticiens et des universitaires spécialistes de l'action publique et des politiques qui s'y rattachent. Ce parcours est professionnalisant et s'appuie en même temps sur des acquis de recherche.

Objectifs de la formation :

- Développer une aptitude à saisir les enjeux d'un secteur, à participer à la conception d'une politique publique
- Coordonner les actions de l'Etat dans les services déconcentrés
- Maîtriser les techniques de représentation des intérêts, développer une stratégie de lobbying
- Maîtriser la méthodologie de l'évaluation de projets

► Métiers visés

- Chargé de communication publique
- Chargé de mission affaires publiques au sein d'entreprises
- Assistant parlementaire
- Chargé de lobbying
- Consultant secteur public
- Responsable d'un service au sein d'une collectivité locale
- Responsable plaidoyer en ONG, association

► Rythme d'alternance

Temps plein université de mi-septembre à mi-octobre
Alternance mi-octobre à mi-juin : 3 jours en entreprise, 2 jours à l'université
Temps plein entreprise mi-juin à mi-septembre

► Dates de la formation et volume horaire

1 ère année : 09/09/2024 > 11/09/2026 (504 heures)
2 ème année : 09/09/2024 > 05/09/2025 (495 heures)
Durée : 2 ans
Nombre d'heures : 999h

ADMISSION

► Conditions d'admission

Pré-requis :

Conditions d'admission selon l'année de candidature. Cf ci-dessous

Année 1 :

Titulaires d'un diplôme BAC+3 (180 crédits ECTS) ou équivalent à Dauphine, d'une université ou d'un autre établissement de l'enseignement supérieur dans les domaines suivants : droit, droit et sciences politiques, sciences politiques, sciences sociales.

Année 2 :

Titulaires d'un diplôme BAC+4 (240 crédits ECTS) ou équivalent à Dauphine, d'une université, d'une grande école de commerce, d'un Institut d'Etudes Politiques ou d'un autre établissement de l'enseignement supérieur dans les domaines suivants : droit, sciences politiques, histoire, relations internationales.

Pour les étudiants issus d'autres disciplines que le droit, un travail personnel sur une thématique juridique sera demandée en amont des entretiens.

► Modalités de candidature

L'admission se fait en 3 étapes :

Candidature en ligne

Décision d'admissibilité pour les entretiens, sur la base du dossier de candidature

Entretien avec les candidats admissibles, puis décision d'admission

CONTACTS

► Vos référents FORMASUP PARIS IDF

Sonia CHERFI

contact@formasup-paris.com

Huguette NKONGI MBUNGU

Pour les publics en situation de handicap (RQTH ou non) : consultez notre page Alternance et Handicap



PROGRAMME

► Code RNCP 38158

► Direction et équipe pédagogique

M1: Responsable du M1 Elisabeth Mella (Titulaire)

Equipe d'enseignants titulaires:

- Elisabeth Mella,
- Alix Perrin
- Olivia Tambou
- Antoine Louvaris
- Renaud Dorandeu
- Thierry Tuot

Intervenants vacataires:

S Ouwerkerk, T Carlassare, N Gabayet, A Vandepoorter, O Alaoui, E Lavignotte, N Pastor

M2 Responsable du Parcours: Renaud Dorandeu (Titulaire)

Equipe Enseignants titulaires:

- G Nogatchewsky
- R Chantiri
- L Bon Michel
- P Tabourin
- B Gerard
- R Roberston
- E Thuelin
- S Baud
- C Carn
- P Etain

M Olteanu

Intervenants vacataires:

N Tossigno

S Pelisson

Volume horaire
session 2024 -
2025 année 1



Volume horaire
session 2024 -
2025 année 2



Programme détaillé de la formation

	Volume horaire session 2024 - 2025 année 1	Volume horaire session 2024 - 2025 année 2
Droit public des affaires	24h	
Mutation(s) de l'action publique	18h	
Contentieux Public 1	18h	
Politiques Publiques	18h	
Aspects juridique de la gouvernance internationale & européenne	18h	
Droit des organisations territoriales décentralisées	18h	
Séminaire de recherche	18h	
Ateliers de mise en situation : lobbying et plaidoyer	18h	
Comparative administration	18h	
Droit de la commande publique	18h	

Mutation(s) de l'action publique	18h	
Contentieux Public 2	18h	
Droit de l'environnement	18h	
Droit de la repression administrative	18h	
Droit des administrations numérique	18h	
Economie publique et accompagnement du changement	18h	
Ateliers de mise en situation : Management public	24h	
Apprentissage et livret	20h	13h
Examens/ contrôle continu/travaux groupe séminaire recherche	131h	
Lobbyingstratégie et enjeux		40h
Droit parlementaire		18h
Probité publique : dispositifs juridiques		30h
Processus décisionnel européen		18h
Pratiques de la négociation		18h
Théories de la communication		18h
Atelier communication		18h

Atelier Intelligence situationnelle	18h
Legal aspects of negociation	18h
Political considerations	18h
Droit de l'action collective et du plaidoyer	18h
Gouvernance européenne	18h
Séminaire collectif Bruxelles + Rapport professionnel	30h
Travaux de Groupe/ alternance/ salon	17h
OPTION 1 : Droit des campagnes électorales, Données publiques, Gestion de crise	100h
OPTION : Mutations territoriales, Droit des coll locales, Finances locales, Fondations et mécénat, Think tanks	103h

► Modalités pédagogiques

M1 : La 1^{ère} année du master Droit est organisée en 2 semestres et se déroule de septembre à mai. Enseignements répartis entre les cours obligatoires et les travaux de recherche.

M2 : Grâce à des mises en situation pédagogiques (cours, études de cas, projets collectifs et individuels, montage d'événements, voyage d'études, etc.), le parcours proposé couvre une gamme assez large de secteurs, avec une attention particulière portée aux collectivités locales.

La formation en alternance facilite les synergies entre les organismes qui accueillent les étudiants en apprentissage et les enseignements tournés vers l'action publique.

► Contrôle des connaissances

Examens oraux et/ou écrits. Mémoire.

Année 1 :

Examens oraux et/ou écrits. Contrôle continu

Année 2 :

Examens oraux et/ou écrits. Contrôle continu. Mémoire.

► Diplôme délivré

Diplôme de Master. Domaine Droit, économie, gestion ; Mention Droit ; Parcours Droit du plaidoyer et affaires publiques.

Diplôme national de niveau 7 du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, préparé à Dauphine - PSL et délivré par l'Université PSL.

COMPÉTENCES

- Aptitude à saisir les enjeux d'un secteur, à participer à la conception d'une politique publique
- Coordonner les actions de l'Etat dans les services déconcentrés
- Maîtriser les techniques de représentation des intérêts, développer une stratégie de lobbying
- Maîtriser la méthodologie de l'évaluation de projets

► Activités

CF ci-dessus

Année 1 :

CF ci-dessus

Année 2 :

- Aptitude à saisir les enjeux d'un secteur, à participer à la conception d'une politique publique
- Coordonner les actions de l'Etat dans les services déconcentrés
- Maîtriser les techniques de représentation des intérêts, développer une stratégie de lobbying
- Maîtriser la méthodologie de l'évaluation de projets

► Usages avancés et spécialisés des outils numériques

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention.
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine.

► Développement et intégration de savoirs hautement spécialisés

- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale. Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines.
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines. Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux.
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation.

► **Communication spécialisée pour le transfert de connaissances**

- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation.
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère.

► **Appui à la transformation en contexte professionnel**

- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles. Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe.
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en oeuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité. Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale.